

Une situation délicate et dangereuse

EN AOÛT 1939, le monde semblait marcher sur la tête. Les certitudes et les solides repères s'évaporaient comme des nuages de fumée dissipés par le vent d'une journée de fin d'été. Le revirement stupéfiant se produisit en deux semaines, et les deux ennemis jurés calmèrent leurs différends. « Là hier. Disparu aujourd'hui », nota le journaliste américain William Shirer depuis Berlin : « Il n'y aura pas de long front [allemand] à tenir contre la Russie cette fois-ci. » En France et en Grande-Bretagne, c'était la consternation, la colère et l'humiliation, particulièrement à la nouvelle du *Schadenfreude* [« malin plaisir »] à propos du revirement qui ouvrait la voie à une invasion allemande de la Pologne. Avec « la Russie dans la poche », se vantaient les nazis, les Anglais n'oseront pas combattre¹.

La volte-face soviétique changeait tout. Jusqu'en août 1939, l'URSS tenait le haut du pavé politique dans les efforts de résistance au nazisme. C'était une position avantageuse, trempée sans doute du sang des purges staliniennes, mais néanmoins dominante. Lorsque Molotov signa le pacte de non-agression, elle fut littéralement submergée. Les communistes à l'étranger furent stupéfaits ; un grand nombre, déçus, quittèrent le parti. L'URSS avait tendu la main au fascisme. C'était scandaleux ! En France et en Grande-Bretagne, la rhétorique anticommuniste qui s'était atténuée durant les négociations avec Moscou, au printemps et à l'été, réapparut.

Fin août, le gouvernement français interdit le quotidien *L'Humanité* ; le mois suivant il déclara illégal le Parti communiste et fit arrêter les députés communistes. C'était une véritable raffe. Si on était assez imprudent pour clamer trop haut « Vive les Soviets » au café du coin, hop, c'étaient dix-huit mois de prison ferme pour l'infortuné coupable. En Grande-Bretagne, les travaillistes étaient amers envers Staline mais le Cabinet, bien que se sentant trahi, était moins offusqué. Comme le fit remarquer A. J. P. Taylor, le gouvernement britannique, qui avait affirmé qu'une alliance avec les Soviétiques n'était « qu'un luxe inutile », se devait « de ne pas avoir l'air trop consterné² ». En fait, les responsables des gouvernements français et britannique essayaient de garder contenance, mais voyaient gravement compromis leurs plans stratégiques en vue d'imposer à l'Allemagne une longue guerre d'usure et un blocus.

Au petit matin du 1^{er} septembre 1939, quelque soixante divisions allemandes envahirent la Pologne. Le 2 septembre, Chamberlain aux Communes parla non pas de déclaration de guerre mais d'autres négociations. La Chambre était consternée, pensant qu'il était sur le point de « répéter Munich ». Le chef du Parti libéral se leva pour s'exprimer. Un député cria : « Parlez au nom de l'Angleterre ! », et la Chambre approuva bruyamment. En France, c'était pire, car il fallut trois jours au gouvernement pour se ressaisir et adresser un ultimatum à l'Allemagne. Ce qui fut fait d'ailleurs avec réticence et à la traîne des Britanniques. « Où est donc l'armée française ? », s'exclamèrent les Polonais. Après avoir critiqué pendant des années l'URSS pour son incapacité à monter des opérations offensives, le haut commandement français lança non pas une offensive générale, mais imposa la « drôle de guerre », laissant la Pologne se faire écraser en quinze jours (à peu près ce que Drax avait prédit à Vorochilov quelques semaines auparavant).

Le second front à l'est s'effondrait avant même de s'être organisé. Sur le front occidental, c'était la guerre de l'ennui. Ce fut aussi la guerre des confettis, alors que la Luftwaffe bombardait sans pitié la Pologne. Les avions anglais larguèrent d'inefficaces tracts de propagande sur les quelques divisions allemandes stationnées le long de la ligne Siegfried face à la France. Les soldats allemands, semble-t-il, utilisèrent les tracts comme papier hygiénique. Les généraux français et britanniques étaient... réticents à provoquer l'ennemi³ !

« Pas de conneries ou nous en payerons le prix », disaient les poilus⁴. Churchill se plaignit plus tard qu'« un froussard au ministère de l'Air » avait eu peur que des représailles contre l'ennemi ne provoquent des contre-représailles. « Ne les irritez pas, mon cher ! », répondit ironiquement Churchill, devenu entre-temps membre du Cabinet de guerre⁵. La Wehrmacht exploitait ces peurs : « Si vous ne tirez pas sur nous, nous ne tirerons pas sur vous. » « Pas si méchants », ces Allemands pensaient de nombreux soldats français⁶. Entre-temps, la Pologne disparut. Maiski fut étonné de la rapidité avec laquelle cet effondrement s'était produit. Ce qui est arrivé aux Polonais, pensaient les Français, ne nous arrivera pas. « La France n'est pas la Pologne⁷ ! » L'attitude britannique était en tous points semblable, mais plus imaginative.

On avait fort besoin de créativité et de patience, car le 17 septembre, l'Armée rouge occupa la Pologne orientale. La Pologne n'existait déjà plus de toute façon, mais à Paris et à Londres ce fut comme un coup de poignard dans le dos. L'URSS ne se sentait aucune obligation à l'endroit de la Pologne. On se souviendra que les relations soviéto-polonaises avant la guerre étaient froides ou hostiles ; du reste, lorsque le gouvernement soviétique chercha à améliorer ses relations avec la France ou à promouvoir la sécurité collective, la Pologne y fit obstacle. L'effondrement polonais, en plus d'empêcher les forces d'invasion allemandes de se ruer aux frontières soviétiques, offrait aussi à Moscou l'avantage satisfaisant de recouvrer les territoires ukrainiens et biélorusses annexés par la Pologne durant la guerre russo-polonaise de 1919-1920. C'est sans doute pour cela que, le 8 septembre, Molotov, par l'intermédiaire de Schulenburg, félicita la Wehrmacht d'être entrée dans Varsovie⁸. « C'est ça la diplomatie », aurait-il pu dire encore. En fait, c'était plutôt la satisfaction perverse des Russes de constater la détresse polonaise. Fin septembre, Ribbentrop retourna à Moscou pour signer d'autres accords avec Molotov, renégociant froidement les sphères d'influence en Pologne et dans les États baltes et développant les relations commerciales. Molotov échangea des territoires ethniquement polonais contre la Lituanie aussi facilement que des collectionneurs échangent des timbres-poste. En septembre-octobre, le gouvernement soviétique imposa des pactes d'assistance mutuelle aux pays baltes qui permettaient, entre autres choses, le stationnement des troupes soviétiques dans ces pays. Les gouvernements baltes

n'eurent d'autre choix que d'accepter les conditions soviétiques. Personne ne pouvait ou ne voulait les aider à résister⁹.

À Londres et à Paris, on avait du mal à digérer le sort de la Pologne, mais les deux gouvernements étaient impuissants. C'était une position morale inconfortable, même si dans une guerre la moralité pèse peu sur les esprits de ceux qui la font. En protestant contre l'occupation soviétique, les Français furent un peu plus agressifs que les Britanniques, tout en pensant aussi qu'ils devaient « ravalier leurs sentiments » du fait de « l'extrême importance de ne pas se mettre les Russes à dos... ». Seeds conseilla aussi une gestion prudente de cette sale situation. « Je demande respectueusement à exprimer mon opinion, dit-il, à savoir que l'attitude du gouvernement de Sa Majesté [...] a été bien mieux adaptée [que celle des Français] à une situation délicate et dangereuse¹⁰. »

En fait, le danger fit reprendre ses esprits au Foreign Office. Le gouvernement britannique adopta presque immédiatement une politique de prudence vis-à-vis de l'URSS¹¹. Mais il alla au-delà de la simple prudence passive : il chercha à encourager un rapprochement anglo-soviétique. L'initiative britannique brisait une pratique vieille de vingt ans : c'était l'URSS, isolée et dans le besoin, qui avait cherché une amélioration ou tout au moins une normalisation des relations politiques et économiques, alors que la France et la Grande-Bretagne avaient souvent rejeté les ouvertures soviétiques.

II

Les circonstances avaient changé : les Britanniques devinrent les soupirants, tandis que les Soviétiques se tenaient à l'écart, soulagés d'avoir pu éviter une guerre et impatients de profiter de la déstabilisation de l'Europe sans compromettre leur neutralité. Chose étonnante, ce furent ceux qui avaient rejeté les ouvertures soviétiques quelques mois seulement auparavant, à savoir Sargent, Cadogan, Butler, Halifax, même Chamberlain, qui envisagèrent une politique plus flexible.

Il faut dire qu'ils n'avaient guère le choix. Selon Sargent, la Russie revenait à sa « politique traditionnelle » et abandonnait ses « idéaux internationalistes ». Ses principaux objectifs étaient désormais la reconquête des territoires perdus pendant la guerre précédente et l'accès à la

mer Baltique. Molotov avait essayé d'obtenir l'approbation franco-britannique pour l'annexion des pays baltes (selon Sargent) mais, devant les obstacles rencontrés, il s'était tourné vers Hitler en vue d'obtenir satisfaction. « C'est un jeu dangereux, car tout laisse présager une brouille, tôt ou tard, entre les deux canailles ; Hitler d'ailleurs a de meilleures cartes que Staline », observa Sargent¹². Les Polonais avaient une explication plus simple de tout ce qui venait d'arriver. « L'homme de la rue, ignorant les implications militaires éventuelles, a accueilli la nouvelle d'un haussement d'épaules à demi amusé, en s'exclamant : "Les Russes sont des salauds !" », remarqua l'ambassadeur Kennard à Varsovie¹³.

Un fonctionnaire du Foreign Office résuma plus tard la position en réponse à une lettre se plaignant de la politique britannique émanant d'une certaine M^{lle} Tuke : « Il serait facile de présenter des arguments polémiques en faveur de notre incapacité à traiter l'agression soviétique contre la Pologne comme nous avons traité l'agression allemande [...]. Il est vrai que la frousse dicte notre attitude envers le gouvernement soviétique — la peur qu'ils s'allient à l'Allemagne si nous les embêtons [...]. Notre politique à l'égard de l'URSS étant en fait immorale et imposée par nécessité, moins on en parle mieux ça vaut¹⁴. » On envoya donc une courte lettre à M^{lle} Tuke et le Foreign Office poursuivit la politique réaliste prônée sans succès par Vansittart depuis 1934¹⁵.

Les diplomates franco-britanniques, mais aussi certains diplomates soviétiques, durent s'habituer aux nouvelles réalités européennes. Maiski avait pris pour acquis la conclusion en août d'une alliance franco-anglo-soviétique. Il ne savait trop comment interpréter la volte-face de son gouvernement, notant dans son journal : « Notre politique représente une sorte de revirement soudain, inspiré par des raisonnements qui ne m'apparaissent pas encore clairement. » En attendant des informations de Moscou, Maiski observa la confusion et la colère qui régnaient à Londres. Les travaillistes étaient furieux : le gouvernement soviétique avait trahi ses principes fondamentaux. « Ça ne durera pas », nota Maiski. De toute façon, les conservateurs prenaient le revirement soviétique plus sereinement : ils essayaient même de calmer les protestations des travaillistes¹⁶. Maiski ne mentionnait pas les communistes britanniques, mais ceux-ci étaient également consternés. Lorsque le Komintern ordonna de suivre une nouvelle ligne de conduite en faveur de la paix et contre la guerre

« impérialiste », le Parti communiste britannique perdit la moitié de ses membres¹⁷.

Dans les hautes sphères diplomatiques, ces défections importaient peu : les responsables soviétiques imputaient aux Franco-Britanniques et aux Polonais la responsabilité de la nouvelle situation et l'échec des pourparlers sur l'alliance antinazie. Il faut dire que ce n'était pas entièrement dénué de fondement, surtout de la part des principaux négociateurs, qui avaient accumulé retards et hésitations. Mais en général, l'opinion publique occidentale rejetait sur l'URSS la faute du pacte avec l'Allemagne. Pourtant, le Foreign Office n'en était pas si sûr. Louis Fischer, journaliste et historien américain connu, « infecté par les idées bolcheviques » mais par la suite « désillusionné et déçu », demanda aux Britanniques des renseignements confidentiels pour rédiger un article de presse condamnant la politique soviétique. Halifax refusa, estimant que la « gauche » ne pouvait pas être plus désillusionnée et qu'« il n'était pas impossible que cela nous mette dans l'embarras¹⁸ ». Halifax n'aurait pas dû s'en faire : aujourd'hui encore, la plupart des historiens condamnent encore l'URSS pour son pacte avec Hitler.

En septembre, les événements s'accéléchèrent : l'indignation des travaillistes s'estompa et ceux-ci insistèrent pour une amélioration des relations avec l'URSS. Le gouvernement britannique était enclin à examiner les différentes options. Maiski aussi. Il avait œuvré longtemps, péniblement et d'une façon quelque peu détournée, à améliorer les relations anglo-soviétiques. Ancien menchevik, il jugeait qu'un caractère retors était une qualité essentielle à la survie en Russie bolchevique. C'était particulièrement vrai durant les purges staliniennes, où personne ne savait qui serait la prochaine victime. Durant ses années à Londres, il s'était employé à tisser un réseau de relations parmi l'élite anglaise. Durant l'automne 1939, il chercha toutes les occasions pour rencontrer les principaux représentants de ce réseau étendu, son but étant de désamorcer l'hostilité britannique à l'égard du pacte de non-agression germano-soviétique et de l'occupation soviétique de l'est de la Pologne.

Il rencontra lord Strabolgi au Parlement le 20 septembre, quelques jours après l'entrée des Soviétiques en Pologne. Strabolgi était un partisan bien connu des bonnes relations anglo-soviétiques, ayant d'ailleurs été un

des premiers à commercer avec l'URSS. Maiski lui joua l'air connu des ouvertures à l'Ouest continuellement rejetées depuis 1933.

Strabolgi lui demanda s'il comprenait le mot « trahison », car c'était ce que les Britanniques ressentaient à propos des négociations avortées de Moscou.

Maiski fut prompt à défendre la politique soviétique, ce qu'il faisait depuis des années, grâce à sa bonne connaissance de la situation. Selon lui, ce fut uniquement lorsque le gouvernement soviétique fut convaincu « que les Anglais et les Français n'étaient pas sérieux à propos du pacte en négociation qu'il décida de se lancer dans une entente politique avec l'Allemagne ». Après une longue tirade sur le sujet, il réaffirma que le gouvernement soviétique ne voulait pas que l'Allemagne gagne la guerre ni qu'elle atteigne les rives de la mer Noire. Lorsque Strabolgi répliqua que l'URSS n'aurait pas dû signer le pacte de non-agression, Maiski revint à ses arguments précédents. L'envoi de la mission militaire franco-britannique en URSS sur un lent navire marchand avait fait, c'est le moins qu'on puisse dire, piètre impression à Moscou.

N'était-ce pas dans l'intérêt des Soviétiques de voir disparaître « l'impérialisme capitaliste franco-britannique ? », demanda Strabolgi.

Non, répondit Maiski, « car [nous] aurions alors une Allemagne plus grande et plus forte, un autre empire capitaliste, pour voisin ». Strabolgi demanda alors si le gouvernement soviétique s'associerait éventuellement au blocage de l'expansionnisme allemand dans les Balkans. Maiski répondit qu'une certaine forme de coopération était possible¹⁹.

Le représentant soviétique eut une conversation semblable avec Ernest Remnant, un habitué de longue date des coulisses du pouvoir au moment où les relations anglo-soviétiques étaient tendues. Ces deux conversations furent rapportées au Foreign Office et incitèrent Halifax à inviter Maiski pour un entretien²⁰.

Halifax demanda à son interlocuteur quelles étaient les intentions soviétiques par rapport aux récents changements politiques. Celui-ci fit remarquer sèchement que « le gouvernement soviétique avait bien fait comprendre que le principe fondamental de sa politique était l'assistance aux États européens dans la défense de leur indépendance contre une agression ». « Je vous serais très reconnaissant, intervint Halifax, si [vous] pouviez nous aider à dissiper nos doutes » concernant la politique

soviétique en général et l'avenir de la Pologne en particulier. Maiski répondit que l'URSS était neutre. Halifax se demanda tout haut si le gouvernement soviétique était en mesure de clarifier certains points obscurs de sa politique, et tout particulièrement de fournir une « définition plus précise de [sa] neutralité ». L'URSS était-elle prête à négocier un accord commercial de guerre ? Quelle était la position soviétique concernant les frontières polonaises ?

Halifax rapporta que Maiski « montrait une gêne évidente » à répondre à ses questions. Le représentant soviétique, quant à lui, indiqua dans son rapport que son interlocuteur était mal à l'aise. « Halifax était très tendu et mal à l'aise, il parlait lentement d'un ton forcé, pesant prudemment ses mots, il s'arrêtait souvent et fixait longuement le plafond [...]. Je sentis que, en me regardant, il se posait silencieusement la question : ennemi ou allié ? » C'était clairement la question à laquelle le gouvernement britannique cherchait une réponse. Le compte rendu de Maiski ressemblait en fait à celui de Halifax, mis à part les allusions ironiques de ce dernier à la politique soviétique. Il promit de transmettre ces questions à son gouvernement et le fit immédiatement²¹.

On aurait pu penser qu'ils étaient tous les deux gênés par la situation, même si aucun n'était prêt à le reconnaître. Maiski n'avait pas vu Halifax depuis deux mois, et la position soviétique était difficile à défendre. Celle des Britanniques l'était tout autant, vu le ratage des négociations franco-anglo-soviétiques du printemps et de l'été. Par ailleurs, les nombreuses rencontres entre Maiski et les responsables britanniques avaient pris une tournure quelque peu humoristique. On peut, en effet, imaginer l'ambassadeur et le ministre des Affaires étrangères se précipiter vers leurs bureaux respectifs en vue de rédiger leurs comptes rendus de ces rencontres ! Les historiens devraient leur être reconnaissants d'un tel zèle !

En réponse à Maiski, l'implacable Molotov fut laconique. « Si l'Angleterre le souhaite réellement, elle peut entamer des négociations commerciales avec l'URSS, mais cette dernière restera neutre dans la guerre en Europe occidentale, étant entendu que l'Angleterre [...] ne s'efforcera pas de l'impliquer dans cette guerre ». Molotov ajouta que le sort de la Pologne dépendait de plusieurs facteurs et de forces opposées. Il était impossible de prédire une issue à ce moment-là²².

Le lendemain, le 27 septembre, Maiski communiqua le message de Molotov au Foreign Office. Halifax ne put s'empêcher de faire une autre remarque sur l'incompatibilité des politiques soviétiques passée et présente. Il demanda quelle sorte d'action de la part des Anglais pourrait forcer l'URSS à abandonner sa neutralité ? L'ambassadeur « fut incapable de donner une réponse claire²³ ».

Maiski, peu encouragé par Moscou, semblait vouloir, malgré tout, inciter le Foreign Office à faire des ouvertures au gouvernement soviétique. La discussion à Londres fut animée. À Moscou, Seeds pensait « enfoncer un coin entre les deux agresseurs²⁴ ». Le Foreign Office voyait cela du même œil, et envisagea même d'envoyer une mission dans la capitale russe. « Je devrais faire tout mon possible, dit Cadogan, pour essayer d'amener les Soviétiques à être aussi gênants que possible pour les Allemands, et à nous aider ainsi que nos amis. » Mais il ne semblait pas très opportun d'envoyer une autre mission à Moscou. Cette prise de position fut renforcée par Vansittart (qui désormais avait peu d'influence) : « J'espère que nous n'en arriverons pas là. On vient juste de se faire botter le derrière. Peut-on subir quelque chose de pire et de plus coûteux ? [...] De grâce, ne cédon pas à l'hostilité [...] et arborons nos sourires forcés. Mais pas ça²⁵ ! » Le réaliste était désormais désillusionné et embarrassé par ses efforts passés pour favoriser un rapprochement anglo-soviétique.

Tandis que Maiski s'efforçait d'améliorer les relations avec la Grande-Bretagne, Souritz se faisait discret à Paris. Les Français n'étaient pas disposés à courtiser de nouveau l'URSS, même si Daladier avait remplacé Bonnet aux Affaires étrangères (Bonnet fut simplement déplacé à la Justice). En réalité, Daladier était plus idéologue que réaliste. C'est d'ailleurs dans sa lutte contre les communistes français qu'il montra le plus d'ardeur. Alors que l'on disait de Mandel et de Herriot qu'ils étaient favorables à un nouvel effort diplomatique à l'endroit de l'URSS et souhaitaient l'envoi d'un représentant de poids à Moscou, rien n'arriva. Souritz rapporta que les Français n'avaient apporté aucun soutien aux Polonais, à part quelques « gesticulations » militaires sur le front occidental. Des rumeurs circulaient à Paris selon lesquelles la France et la Grande-Bretagne, pour mettre fin à la guerre, étaient disposées à favoriser la mise en place par les Allemands d'un gouvernement polonais fantoche. Souritz se doutait que le manque de combativité des Français n'était

qu'un préliminaire à des négociations et qu'ils étaient surtout disposés à rejoindre « une coalition antisoviétique²⁶ ». Molotov aurait pu légitimement se poser la question suivante : si les Français n'ont rien fait pour les Polonais, auraient-ils fait quelque chose de plus pour nous ?

Après l'annexion soviétique de la Pologne orientale, Daladier convoqua Souritz pour protester. Était-ce là une action défensive en vue de priver l'Allemagne de territoires polonais, ou bien une action entreprise de concert avec elle ? L'URSS allait-elle annexer les territoires ukrainiens et biélorusses ? Quelles étaient ses intentions ? Le gouvernement soviétique agissait-il ou non en accord avec l'Allemagne ? Daladier demanda à Souritz d'informer Moscou que la France et la Grande-Bretagne projetaient de se battre jusqu'à la fin. « Je n'ai pas l'intention de me soumettre aux admonestations de Laval, de Flandin et leurs semblables », dit-il. Mentant à Souritz, comme il l'avait fait auparavant à Jeanneney (à propos des discussions à Moscou), il ajouta, pour paraître conciliant, que son gouvernement avait forcé les Polonais à céder sur les droits de passage, mais trop tard. Quelques semaines plus tard, suite à un discours rejetant les offres de paix nazies, on l'entendit dire : « Ce n'est pas moi qui ai rédigé ce discours. Il est beaucoup trop dur. Je n'ai qu'un désir : tout arrêter. » Clemenceau disait que, à la guerre, pour commander, il fallait des « mâles » avec « des couilles »²⁷. Daladier n'en avait pas.

Peu après l'occupation de la Pologne orientale par les Soviétiques, Souritz rapporta que le gouvernement français avait l'intention de garder une position en retrait, au risque de décourager le gouvernement polonais en exil de déclarer la guerre à l'URSS. « Des gens comme Mandel », ajouta Souritz, ont tendance à considérer l'action soviétique en Pologne comme une défense des intérêts nationaux russes, dans la lignée des actions tsaristes, et en fait comme une défaite pour Hitler. Peu impressionné par l'attitude du gouvernement français, Molotov enjoignit finalement Souritz de dire à Daladier que le « ton insultant de ses questions » concernant la Pologne n'était pas apprécié et ne méritait pas de réponse, si ce n'est celle déjà donnée à Maiski pour Halifax²⁸.

La vision de Mandel était également partagée par certains membres du gouvernement britannique. Même si l'URSS envisageait de ne rien faire pour les « beaux yeux » de la Grande-Bretagne, ses actions en Europe de l'Est n'étaient pas totalement incompatibles avec les intérêts britan-

niques²⁹. Churchill, premier lord de l'Amirauté, reconnut cette position le 1^{er} octobre dans un discours célèbre, souvent cité. Alors, disait Churchill, que la Grande-Bretagne aurait pu espérer des circonstances différentes, ayant la Pologne et l'URSS pour alliées, les forces russes sont en Pologne pour bloquer toute progression nazie vers l'est. On comprend mal les contradictions de la politique soviétique. « La Russie est une énigme [...], avoua Churchill, mais il y a peut-être une clé. » Cette clé était la « froide politique » de « l'intérêt national russe ». « L'implantation de l'Allemagne sur les rives de la mer Noire ou la conquête des Balkans ne peuvent correspondre à l'intérêt ou à la sécurité de la Russie [...] »³⁰. C'était la position de Maïski répétée pour l'essentiel par un ministre du Cabinet de guerre. L'ambassadeur espérait que son argument ferait son petit effet. En effet, il y eut des signes l'indiquant. Après une dispute au début de la guerre à propos du blocage britannique des livraisons de machines-outils à l'URSS, les deux gouvernements conclurent un accord de troc, début octobre : du bois soviétique contre du caoutchouc et de l'étain britanniques³¹. Le commerce était souvent un bon moyen d'améliorer les relations politiques.

Le 6 octobre, Churchill invita Maïski à l'Amirauté pour une de ses habituelles rencontres nocturnes. Churchill reprit son argumentation sur les relations anglo-soviétiques : elles étaient tendues et dictées par des soupçons réciproques. Le gouvernement britannique soupçonnait l'URSS d'avoir conclu une alliance militaire avec l'Allemagne. Churchill n'était pas de cet avis, mais ces soupçons étaient répandus dans les cercles politiques et même au sein du gouvernement. Par ailleurs, il reconnut que l'URSS imaginait toutes sortes de machinations britanniques dans la Baltique et les Balkans, et que ces soupçons nuisaient aux relations entre les deux pays. Churchill reconnut ouvertement que les négociations pour une alliance tripartite avaient été menées de travers. « Mais ne revenons pas sur le passé », dit-il. Soyons « plus intéressés par le présent et l'avenir ». Ensuite, Churchill chanta un refrain familier, qu'on n'avait pas entendu depuis le rapprochement anglo-soviétique du milieu des années 30. Il dit que les intérêts fondamentaux des deux pays n'étaient nulle part en conflit et convergeaient rapidement. Les travaillistes « sentimentaux » et les libéraux avaient « versé des larmes » sur le protectorat soviétique des pays baltes ; lui, il préférait les voir sous contrôle soviétique qu'entre les

moins des Allemands. « Staline joue le grand jeu, et il a de la chance. Il doit être content. Mais je ne vois pas pourquoi nous devrions être mécontents. » Churchill s'étendit assez longuement sur le sujet et demanda des suggestions à Maiski. Ce dernier, du moins si l'on en croit ses *Mémoires*, éluda la réponse et demanda à Churchill s'il parlait au nom du gouvernement. Churchill affirma que c'est ce qu'il faisait généralement³².

Deux jours plus tard, le ministre de la Santé, Walter Elliott, reprit l'argument de Churchill dans un entretien avec Maiski. Comme Churchill, il signala à son interlocuteur que le gouvernement britannique cherchait à établir de meilleures relations avec l'URSS, lui demandant s'il pouvait suggérer des pistes de rapprochement entre les gouvernements britannique et soviétique. Maiski dit avoir éludé ce genre de questions. Mais il demanda à Moscou des instructions immédiates, faisant savoir que, vu les circonstances, ses réponses aux Anglais « pourraient avoir une grande signification pratique³³ ».

Le 13 octobre, Anthony Eden — qui était entré au gouvernement en même temps que Churchill, comme ministre des Dominions — déjeuna avec Maiski. Adoptant la position de Churchill, il répéta que les intérêts des deux pays n'étaient pas en conflit : tous les membres du gouvernement étaient d'accord sur la nécessité d'améliorer les relations avec l'URSS et d'éliminer les soupçons. Eden suggéra l'envoi d'une mission de haute visibilité à Moscou afin de reprendre les négociations commerciales. Pour ce faire, il proposa le remplacement de Seeds par un représentant plus important, jouissant de la confiance des Soviétiques. Maiski fut impressionné par ces initiatives britanniques : « En n'exagérant nullement mes conversations récentes [...], je dois toutefois faire remarquer que, si trois ministres en une semaine me demandent mon avis sur des mesures visant à une possible amélioration de nos relations, la question est évidemment [...] en voie de discussion dans les sphères gouvernementales. » Il redemanda des instructions. « Je suis dans une position difficile, dit-il, et je pourrais faire une faute sans le vouloir [...] [qui] pourrait avoir quelque conséquence pratique. » Il demanda surtout si c'était le bon moment pour une amélioration des relations et s'il était opportun que le gouvernement britannique envoie une délégation très en vue à Moscou³⁴.

Dans son compte rendu de la conversation, Eden n'insista pas sur les mêmes points que Maiski. Comme Halifax, il fit référence à la politique

soviétique passée. « La paix est indivisible », avait dit Litvinov, mais Maiski répondait désormais : « [...] la situation a légèrement changé. » Une nouvelle fois, il imputa le changement de politique soviétique à cinq années de collaboration ratée avec les gouvernements français et britannique. Les Britanniques savaient à quel point les gouvernements « se soupçonnaient constamment ». Eden avoua avoir une vision « embrouillée » de la politique suivie par les Soviétiques. « Dans un monde comme celui-ci, où des bêtes sauvages sont en liberté, répondit Maiski, chaque pays doit prendre certaines précautions pour sa propre sécurité. » Eden acquiesça à nouveau et finalement, l'épouse de Maiski, qui était présente, « fit remarquer soudain que son mari s'était toujours préoccupé de l'amélioration des relations anglo-soviétiques et que les derniers développements l'avaient déçu ». Maiski ajouta que la politique de neutralité de son gouvernement était sincère et que celle-ci resterait inchangée tant que les Britanniques n'entreprendraient pas d'actions hostiles. Eden nota : « Maiski a laissé entendre plusieurs fois durant la conversation que si nous voulions faire d'autres avances maintenant, nous ne devrions pas subir de refus, bien qu'il soit resté vague sur la forme qu'une telle action pouvait revêtir³⁵. » Néanmoins, les deux comptes rendus divergeaient sur un point. Selon Eden, Maiski laissa implicitement entendre qu'une nouvelle approche britannique ne serait pas repoussée. De son côté, le représentant soviétique, tout en demandant à Molotov si c'était le moment d'améliorer les relations anglo-soviétiques, rapporta qu'il ne s'était pas prononcé. Eden estimait que Maiski était favorable à de meilleures relations, mais il ne pensait pas que l'ambassadeur fût « très bien informé sur tous les détails de la politique soviétique ». Ce n'était pas tout à fait cela : Maiski était en avance sur son gouvernement, qu'il essayait d'amener subtilement vers une politique d'ouverture à l'endroit de la Grande-Bretagne.

À la mi-octobre, les efforts de Maiski produisirent des résultats positifs à Londres, mais pas à Moscou. Alors que Molotov mettait du temps à répondre aux demandes pressantes d'instructions de Maiski, Halifax était prêt à aller de l'avant. « Durant les derniers jours, j'ai beaucoup pensé aux moyens possibles d'améliorer nos contacts politiques avec la Russie. » Il confia au ministre du Commerce, Oliver Stanley, que les occasions semblaient presque « inexistantes », mais que « cela pourrait s'avérer utile

s'il était possible de trouver des façons de remédier à la présente situation ».

Je trouve difficile de croire que le gouvernement soviétique se soit lié à Herr Hitler au point de rendre toute trahison difficile ou désagréable ; évidemment, si nous pouvions les persuader de quelque façon de le trahir, ou d'en donner l'apparence, cela pourrait avoir une grande signification.

Et Halifax continua : « Il se trouve que sir Stafford Cripps est venu me voir hier soir pour d'autres affaires. » Pendant la conversation, Cripps, un travailliste indépendant, aborda le sujet de l'URSS et insista fortement sur une mission commerciale à Moscou. « Je lui ai dit que j'appuyais chaleureusement l'objectif général d'encourager les Russes à trahir les Allemands [...] », dit Halifax. Mais il voulait des assurances que « Londres pourrait décrocher un assez bon accord », ce qui était une autre façon de dire qu'il ne tenait pas à être « exposé à l'humiliation et de fournir à Staline un autre trophée ». « Je [suis] soupçonneux de nature suite à mes expériences des derniers mois. » Cripps pensait que certains dangers pouvaient être écartés en explorant d'abord le terrain avec Maïski. Celui-ci était « tout à fait pour », dit Cripps. Et donc Halifax le revit³⁶.

« Aujourd'hui [16 octobre], Halifax m'a invité à aller le voir, rapporta Maïski ; il m'a dit que le gouvernement britannique aimerait améliorer ses relations avec nous [...], et qu'il est prêt à discuter certains moyens pour parvenir à ce résultat [...]. » Halifax pensait que des négociations commerciales étaient la meilleure façon d'avancer ; il suggéra qu'elles aient lieu à Londres. Sans rien ajouter de précis, il laissa sous-entendre que, si la base d'une entente pouvait être obtenue, une délégation britannique irait à Moscou pour conclure les négociations³⁷. Dans le compte rendu de Halifax, c'est Maïski qui déclare que le gouvernement soviétique est « prêt à faire davantage en vue d'améliorer le commerce », si le gouvernement britannique le désire, et c'est Halifax qui dit que « nous sommes en train de considérer ces possibilités et que nous espérons, si de telles occasions existent réellement, pouvoir en tirer parti ». Halifax souleva aussi la question du danger que, dans le cadre d'un accord commercial, des biens manufacturés en Grande-Bretagne et envoyés en URSS ne se retrouvent en Allemagne³⁸. Silence de Maïski sur ce point capital.

Les comptes rendus britannique et russe de ces rencontres importantes étaient caractérisés par des silences intéressants et des voix transposées. Ainsi, chaque camp semble prendre l'initiative de l'amélioration des relations, selon que le compte rendu était soviétique ou britannique. C'était plus prudent pour chacun. Maiski devait craindre pour sa vie s'il se trompait, tandis que les politiciens de l'Ouest n'avaient à craindre que le mécontentement de la droite ou le ridicule s'ils allaient trop loin dans leur cour à l'URSS. Il en avait souvent été ainsi dans les relations entre l'URSS et l'Angleterre. «Après vous Alphonse; je n'en ferai rien Monsieur, vous d'abord» était le refrain usé du dialogue entre l'URSS et l'Ouest.

III

Mais il y avait mieux. Tandis que le compte rendu de Halifax est court et limité aux questions commerciales, Maiski indique que d'autres sujets ont été abordés, notamment les négociations soviéto-turques et les affaires en zone baltique. Puis,

Halifax évoqua brièvement la dernière déclaration de Chamberlain aux Communes [du 12 octobre, dans laquelle celui-ci rejetait les offres nazies d'un accord de paix faites par Hitler le 6 octobre] et, soulignant la détermination anglaise à mener «la guerre jusqu'à la fin», me fit comprendre, en même temps, que si Hitler avançait de nouvelles propositions plus acceptables, le gouvernement britannique serait prêt à les examiner³⁹.

Le même sujet apparut le lendemain dans une conversation entre Maiski et Butler, qui allait devenir le principal intermédiaire entre le Foreign Office et Maiski.

Selon Butler, le gouvernement britannique serait prêt à conclure la paix demain, s'il était assuré de la stabilité de l'accord conclu («assurerait la paix et la tranquillité pour 20 à 25 ans» d'après les propres termes de Butler). Selon le gouvernement anglais, une telle confiance pourrait être créée, si toutes les grandes puissances, en particulier les États-Unis et l'URSS, garantissaient le traité de paix. Pour obtenir une paix solide de cette sorte, le gouvernement britannique serait prêt à faire des concessions significatives à l'Allemagne, y compris dans le domaine colonial.

Butler nuança ensuite, notant que, vu qu'une telle paix était impossible pour le moment, « la Grande-Bretagne continuerait la guerre ». Mais il estimait que dans la prochaine phase de la guerre, on pourrait faire de nouvelles offres « si possible avec de plus grandes chances de succès⁴⁰ ». Dans le compte rendu de Butler ne figure aucun mot sur les perspectives de paix avec l'Allemagne — attitude logique puisque de telles discussions n'étaient pas populaires à l'automne 1939⁴¹. Avant la guerre, Butler avait été un exécutant dévoué de l'*appeasement* de Chamberlain. Par conséquent, sa conversation avec Maiski s'inscrivait dans la ligne d'avant-guerre du gouvernement britannique. De plus, ces entretiens privés eurent lieu dans le contexte de discussions publiques en Grande-Bretagne sur les chances d'une paix rapide. Lloyd George fit un discours aux Communes le 3 octobre suggérant que le gouvernement garde la porte ouverte à une initiative de paix, spécialement si elle provenait d'une puissance neutre ; il mentionna notamment l'URSS⁴². Bien que la presse eût carrément condamné Lloyd George, il semble que le Foreign Office ait retenu son conseil sous le couvert d'une déclaration de Chamberlain aux Communes le 12 octobre. L'*appeasement* était encore vivant en Grande-Bretagne.

Molotov, qui n'avait pas encore répondu aux demandes pressantes d'instructions de la part de Maiski à propos des relations anglo-soviétiques, interrogea promptement ce dernier sur les déclarations de Butler. En même temps, il informa l'ambassadeur Schulenburg de la conversation de Londres. En deux lignes, Molotov demanda à Maiski si Butler avait envisagé l'avantage que représentait une médiation possible de l'URSS dans une tentative de paix avec l'Allemagne⁴³. Sa question était en accord avec la nouvelle position soviétique de mettre un terme à la guerre. Un communiqué conjoint germano-soviétique, publié fin septembre, disait que les questions issues de la désintégration de la Pologne ayant été résolues, il n'était pas nécessaire de continuer la guerre⁴⁴.

Maiski répondit rapidement : « En définissant l'orientation du gouvernement britannique quant à la paix et la guerre, Butler a clairement exposé le point de vue de Chamberlain et de Halifax. À un moment, il a même fait état de sa conversation avec eux. Je n'ai pas l'impression qu'il ait fait directement allusion à l'avantage de notre médiation. Il a plutôt développé une explication [...] de la politique du gouvernement britan-

nique [...]» En fait, Maiski avait déduit des propos de Butler que les Britanniques n'étaient pas opposés à une médiation soviétique et à des garanties d'un traité de paix. Il continua en ce sens, mentionnant une récente conversation avec Lloyd George, lequel néanmoins avait fait observer que le torpillage par les Allemands du cuirassé *Royal Oak* au mouillage dans sa base de Scapa Flow (le 14 octobre), parmi divers raids, avait éveillé la méfiance instinctive des Britanniques⁴⁵. Lorsque Schulenburg demanda par la suite des renseignements supplémentaires sur l'intérêt des Britanniques pour un règlement pacifique, Molotov répondit que, d'après Maiski, il n'y avait rien de précis⁴⁶.

Ces rêves de paix nostalgiques mais impossibles rapportés par Maiski ne pouvaient guère impressionner le soupçonneux Molotov, qui se méfiait de la détermination du gouvernement britannique à se battre jusqu'au bout. Les rapports de Maiski enregistraient parfois certaines indiscretions : les ministres britanniques auraient dû garder pour eux leurs inquiétudes et leur manque de confiance dans la victoire⁴⁷. Du reste, Maiski n'avait pas une très haute estime pour la composition du Cabinet britannique. À l'exception de Churchill et de Eden, c'étaient encore des « Munichois » qui tenaient les postes les plus importants : Chamberlain, Halifax, Simon, Hoare. Aux yeux de l'ambassadeur soviétique, on était en présence du même vieux gouvernement conservateur « voué à l'*appeasement*, [et] repeint légèrement aux couleurs de l'antinazisme⁴⁸ ». Les attitudes soviétiques étaient contradictoires : d'un côté, Molotov semblait désormais favoriser un règlement pacifique ; de l'autre, Maiski dédaignait les partisans de l'*appeasement* et semblait rechercher chez les Britanniques des signes de la détermination à se battre. Le gouvernement soviétique n'était pas prêt à troquer le pacte de non-agression pour n'importe quel accord important avec les Britanniques — commercial ou autre —, sans avoir la conviction que ceux-ci étaient des partenaires, voire des alliés, valables. La drôle de guerre n'inspirait pas confiance.

« C'est une guerre bizarre », écrivit Maiski dans son journal, le 24 octobre : il ne se passe rien au front. Les communiqués militaires français répètent des expressions toutes faites comme « la nuit s'est passée calmement » ou « la journée a été marquée par des patrouilles de routine ». Selon Maiski, les Franco-Britanniques croyaient à un succès dans une longue guerre d'usure, tandis que Hitler espérait « le pourrissement de la

démocratie ». « J'entends sans arrêt : "En fin de compte seule la Russie profitera de la guerre", ou : "Lorsque les pays capitalistes occidentaux se seront égorés, le communisme triomphera". » Maiski jugeait l'expansion de la révolution plus plausible que jamais. Il pensait que les belligérants n'hésiteraient pas à se porter des coups mortels et que, à moins d'un miracle, la guerre totale n'était pas loin⁴⁹.

Le gouvernement britannique lui aussi émettait des opinions du même genre, à savoir que la guerre engendrerait la révolution communiste. Un document du Foreign Office, rédigé une semaine avant la remarque de Maiski dans son journal, fit observer que l'objectif soviétique était « de maintenir l'équilibre entre les belligérants dans le but de bolcheviser l'Europe à moindre coût lorsque les deux camps se seraient épuisés ». Un haut fonctionnaire du Foreign Office, R. A. Leeper, en rejeta la responsabilité sur Hitler : « Il a [...] permis à Staline de renforcer sa position pour introduire le virus bolchevique en Europe au début de la guerre au lieu de devoir attendre jusqu'à la fin, lorsque les nations européennes se seront affaiblies dans une lutte à mort⁵⁰. » « Après tout, le principe fondamental du bolchevisme est l'expansion du communisme », ajouta Sargent, rejoint en cela par Halifax. Sir Arthur Rucker, le principal secrétaire particulier de Chamberlain, l'exprima ainsi à la mi-octobre : « Le communisme est désormais le danger, encore plus que l'Allemagne nazie [...], c'est un fléau qui ne s'arrête pas aux frontières ; avec l'avance des Soviétiques en Pologne, les États de l'Europe de l'Est verront leurs pouvoirs de résistance au communisme très affaiblis. Il est donc vital que nous agissions très prudemment avec la Russie et ne détruisions pas la possibilité de nous unir, si nécessaire, avec un nouveau gouvernement allemand contre le danger commun. » Channon, le mémorialiste conservateur, exprimait le même avis dans son journal⁵¹.

IV

Ces vues britanniques largement répandues n'empêchèrent pas Halifax ou Maiski d'essayer d'améliorer les relations anglo-soviétiques. En fait, l'ambassadeur d'URSS fut fort occupé en octobre 1939, rencontrant presque chaque jour des ministres britanniques, des responsables et des politiciens. Il n'y eut plus, semble-t-il, de discussions concernant une

médiation soviétique en vue d'une conférence de paix, mais beaucoup à propos d'éventuelles négociations commerciales. Maiski se moquait en privé de l'intérêt des Britanniques pour un rapprochement avec l'URSS mais, dans ses entretiens avec les responsables politiques, il conseillait à ceux-ci de mener à bien rapidement les négociations commerciales⁵².

Molotov ne répondait toujours pas aux demandes d'instructions de son ambassadeur, même après un nouvel entretien avec Halifax le 25 octobre⁵³. Ce dernier avisa Maiski que le Cabinet avait approuvé l'ouverture de négociations avec l'URSS afin de parvenir à un accord commercial, et que la partie britannique serait dirigée par Oliver Stanley. Je lui dis, écrivit Halifax, « que mon intérêt dans l'affaire était principalement politique ; et que je me souciais d'améliorer, dans toute la mesure du possible, les relations entre nos deux pays, ou du moins d'empêcher leur détérioration ». Maiski, dans son compte rendu, confirma cette vision des choses, mais en y ajoutant quelques bémols. Halifax prétendit que Maiski était enthousiaste devant la perspective de négociations, alors que rien ne transparaît, et pour cause, dans le câble qu'envoya Maiski à Moscou⁵⁴. Ensuite, l'ambassadeur soviétique rencontra Stanley ; tous deux rapportèrent leur conversation. Les comptes rendus concordent largement, bien qu'une fois encore, Maiski n'ait pas communiqué à Moscou le plaisir qu'il avait exprimé de voir les négociations commencer. D'après Stanley, l'ambassadeur « prétendit avoir l'aval de son gouvernement pour déclarer que celui-ci était intéressé à discuter d'un accord commercial ».

La déclaration de Maiski était techniquement vraie, si on se base sur le câble de Molotov du 26 septembre, mais elle était légèrement exagérée si on tient compte du mutisme continu de Molotov face aux demandes d'instructions de son ambassadeur. Sa tentative de feinte n'échappa pas complètement aux ministres britanniques. « M. Maiski [...] me laissa une impression de bonne volonté personnelle, observa Stanley, mais de totale dépendance envers Moscou [...]. » Comme Stanley le rapporta au Cabinet : « C'est à M. Maiski d'agir [...]⁵⁵. » Pourra-t-il persuader Molotov d'accepter ?

Le 11 novembre, Molotov répondit finalement à Maiski. À l'époque où Litvinov était commissaire du peuple aux Affaires étrangères, le gouvernement soviétique aurait sauté sur les généreuses manifestations d'intérêt

de la part des Britanniques pour de meilleures relations, mais plus maintenant.

Lorsqu'une occasion se présente, vous pouvez dire que le gouvernement soviétique compatit à leurs souhaits [à Churchill, Eden, etc.], mais vu que la politique anglaise actuelle n'est pas déterminée par ces messieurs, nous ne voyons pas de possibilités encourageantes à cet égard pour le moment. Les faits indiquent qu'en réalité, la puissance britannique est hostile à l'URSS. Nous ressentons [cette hostilité] dans tous les coins de l'Europe... sans parler de l'Extrême-Orient. Une amélioration des relations entre l'URSS et l'Angleterre nécessite une politique anglaise plus favorable à notre endroit⁵⁶.

Le câble de Molotov mettait Maiski dans une position inconfortable. Il devait faire marche arrière auprès de ses nombreux homologues. Il ne demanda pas, comme il aurait normalement dû le faire, d'entrevue à Halifax pour lui expliquer la nouvelle position de son gouvernement. À la place, il s'adressa à des intermédiaires.

Le lendemain, Cripps demanda officieusement à Maiski pourquoi la réponse soviétique aux propositions de négociations commerciales tardait. Celui-ci servit la réplique de Molotov selon laquelle Stanley, Eden et les autres n'avaient pas une grande influence dans les faits — déclaration quelque peu bornée, puisque Halifax avait affirmé parler au nom du Cabinet. Si on se fie au compte rendu de Maiski, celui-ci prétendit que le gouvernement soviétique était malheureusement trop préoccupé par d'autres affaires internationales pour examiner les offres britanniques⁵⁷. Deux jours plus tard, Maiski répéta à Churchill l'essentiel de ce qu'avait dit Molotov. Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure il interpréta ses instructions. De son côté, Churchill embellit le désir soviétique d'améliorer ses relations, alors qu'en fait Molotov avait simplement dit que le gouvernement britannique devait prendre l'initiative. Il avait déjà utilisé cette position avec Schulenburg, mais ici elle voulait dire autre chose. Pour détourner l'attention de ses interlocuteurs par rapport à l'indifférence soviétique face aux ouvertures britanniques, Maiski imputa l'état des relations actuelles aux politiques britanniques hostiles⁵⁸. De toute façon, il n'y a aucune trace de la conversation de Churchill dans les archives du Foreign Office, ce qui explique peut-être pourquoi le Foreign

Office continua à se demander quand il pourrait espérer une réponse soviétique à ses propositions.

Le Cabinet discuta du silence soviétique à la mi-novembre et ne put s'interroger sur ses motifs que sur la base d'hypothèses erronées que Cripps présenta à Halifax. Le Foreign Office n'avait pas envie de donner l'impression de vouloir démarrer tout de suite les négociations, de peur que les Soviétiques ne fussent encore plus inabordables ; mais la patience britannique commençait à s'épuiser⁵⁹. Entre-temps, Maiski poursuivait son rôle avec Elliott, disant, d'après ce dernier, qu'il avait « été en étroite communication avec son propre gouvernement qui était impatient d'améliorer ses relations avec la Grande-Bretagne ». Maiski rapporta qu'il avait parlé avec le ministre selon l'esprit du câble de Molotov du 11 novembre. « Elliott fut très heureux [d'entendre parler] de notre attitude positive envers une amélioration des relations anglo-soviétiques. » C'était le même refrain et les mêmes procédés douteux qu'il avait employés dans son entretien précédent avec Churchill. Dans le compte rendu de Maiski, Elliott parle des soupçons réciproques, tandis que Maiski ne cherche pas à dissiper cette impression, malgré son désir d'améliorer les relations anglo-soviétiques⁶⁰. En réalité, la position du représentant soviétique était inconfortable : elle l'avait forcé à un manque de franchise évident, que les responsables du Foreign Office attribuèrent au gouvernement soviétique. Pourtant, tel n'était pas le cas, à en juger par les instructions de Molotov.

Souritz n'éprouva pas les mêmes problèmes à Paris. Les Français, en effet, étaient moins intéressés par l'amélioration de leurs relations avec l'URSS. En octobre, Souritz laissa entendre que l'opinion française penchait pour la position Mandel-Churchill à l'égard de la Pologne et de la Baltique ; il y avait des signes indiquant que les Français désiraient reprendre contact. Mais, en novembre, les relations se dégradèrent à Londres, et elles suivirent le même chemin à Paris. Souritz rapporta : « [...] plus que jamais, nos relations avec la France sont [...] handicapées par des considérations de politique interne. On dit dans les cercles du Quai d'Orsay que Daladier, compte tenu de ces considérations, ne peut pas révéler sa "vision généralement favorable à la politique étrangère soviétique". Ce "refus de révéler" s'apparente presque à un boycott de notre ambassade. » Aucun ministre ou haut responsable français, en

effet, ne pouvait accepter une invitation à l'ambassade d'URSS sans autorisation, laquelle était délivrée au compte-goutte. La répression contre les communistes était allée si loin qu'elle avait engendré des dissensions au sein du Cabinet, parce qu'elle pouvait être dommageable soit à l'effort de guerre français soit aux relations avec l'URSS⁶¹.

À Londres, on perdit patience. Le 23 novembre, on autorisa Halifax à appeler Maiski pour lui demander s'il avait des nouvelles de Moscou. Butler semble avoir voulu préparer le terrain : il vit Maiski quelques jours avant sa rencontre avec Halifax (le 27 novembre), lui répétant les nombreuses paroles de Churchill et de certains autres ministres⁶². Selon le compte rendu de Maiski, Halifax fut plus direct : voulez-vous des négociations commerciales, oui ou non ? Le gouvernement britannique avait été parfaitement clair quant à sa volonté d'améliorer les relations anglo-soviétiques, mais le silence prolongé de Moscou soulevait des doutes quant au sérieux du gouvernement par rapport aux négociations. Maiski répliqua que de tels doutes étaient sans fondement — une interprétation inexacte de la position de Molotov, mais nécessaire pour sauvegarder la politique de Maiski. Il fallait que ce dernier entretienne l'intérêt des Britanniques pour des négociations. Mais il retourna proprement à Halifax le reproche sur les retards, après avoir fait remarquer que le gouvernement britannique n'avait pas été particulièrement pressé de négocier, ce que reconnut Halifax. Selon celui-ci, Maiski répondit « vaguement et avec gêne ». Halifax conclut que l'ambassadeur « ne faisait qu'exprimer la ligne du parti », mais il semble plutôt qu'il ait voulu échapper à une situation difficile. Maiski se décrivit comme direct et stimulant durant l'entretien, bien que Halifax ait vu un émissaire fuyant, vague et légèrement embarrassé.

Halifax se plaignit de la récente dureté de la presse soviétique, qui suggérait une position inamicale, voire hostile, à l'endroit de la Grande-Bretagne. Maiski répliqua qu'elle ne faisait que rendre la monnaie de sa pièce à la presse anglaise et qu'elle reflétait l'impression générale soviétique que le gouvernement britannique œuvrait partout contre les intérêts soviétiques. « J'ai dit à M. Maiski que [...] le gouvernement de Sa Majesté s'occupait uniquement de ses propres intérêts », dit Halifax. D'après Maiski, Halifax « rougit soudainement (ce qui ne lui arrive jamais), devint très agité et commença à soutenir que les soupçons du

gouvernement soviétique [...] n'étaient nullement fondés⁶³ ». Le compte rendu de Halifax valide implicitement la version de Maiski ; mais cet échange avait déjà eu lieu maintes fois au cours des vingt dernières années. C'était l'hôpital qui se fichait de la charité. « Des mots durs ne blessent pas », disaient les responsables soviétiques qui néanmoins étaient... tout aussi sensibles à la dureté de la presse britannique⁶⁴.

V

Halifax souleva aussi avec Maiski la question de la Finlande. Le gouvernement soviétique avait essayé, depuis le début 1939, de conclure avec la Finlande un accord assurant une meilleure sécurité autour de Leningrad et dans la Baltique. La frontière finlandaise n'était qu'à trente kilomètres de la ville, à portée de canons. Le gouvernement finlandais craignait et détestait son voisin soviétique. Il s'était montré réticent à céder aux Soviétiques une partie de son territoire situé non loin de Leningrad en échange de territoires moins acceptables sur sa frontière orientale. Des négociations furent menées dans un climat de tension croissante, tandis que les Finlandais mobilisaient leur armée en octobre 1939, jetant par là un défi à Moscou. Molotov interpréta ces actes comme des provocations. Au Foreign Office, certains fonctionnaires trouvaient les Finlandais « des plus fatigants », comme ils l'avaient été pendant les négociations britanniques à Moscou durant l'été. Le gouvernement soviétique fit ses propres préparatifs de guerre. Suite à une escarmouche à la frontière russo-finlandaise le 26 novembre, Halifax avertit Maiski que, si des hostilités éclataient, une amélioration des relations anglo-soviétiques deviendrait « très difficile ». Cet avertissement fut à peine mentionné par Maiski dans son rapport⁶⁵.

Ce n'était pas la première fois que la question finlandaise était soulevée ou que le Foreign Office avertissait le gouvernement d'une dégradation des relations finno-soviétiques. Fin septembre, Collier, toujours à la tête de la section de l'Europe du Nord, avait prévenu ses supérieurs de l'éventualité d'une pression soviétique accrue sur la Finlande. Il recommandait d'encourager la résistance finlandaise, « car tout ce qui augmente les préoccupations russes n'importe où dans le monde améliore notre position de négociation avec le gouvernement soviétique [...] ». Collier

suggéra de chercher à savoir si le gouvernement finlandais « serait heureux d'accepter de l'aide sous forme [...] d'envoi de matériel de guerre britannique aux [...] forces finlandaises [...] ». Le Foreign Office prit acte de cette proposition et en avisa ses différents services. L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Helsinki, Thomas Snow, qui était un brandon de discorde anticommuniste, opposé à toute concession finlandaise, se réjouit de ces nouvelles⁶⁶. Le gouvernement soviétique savait que Snow encourageait les Finlandais. L'ambassade d'URSS à Helsinki avait d'ailleurs signalé à Moscou l'accroissement du potentiel militaire finlandais ainsi que la présence visible et suspecte de nombreux ressortissants britanniques dans la capitale finlandaise⁶⁷.

En octobre, Halifax avertit Maiski qu'un conflit finno-soviétique rendrait impossible toute amélioration des relations entre la Grande-Bretagne et l'URSS. Mais Maiski dans son compte rendu indiqua tout au plus que Halifax avait simplement exprimé l'espoir que les négociations finno-soviétiques connaissent une issue heureuse « sans heurts ». Bien que l'ambassadeur eût répondu qu'il ne voyait aucune raison de craindre l'éclatement des hostilités avec la Finlande, il ne semble pas avoir rapporté l'avertissement apparemment direct de Halifax, peut-être parce qu'il préférerait éviter d'irriter Moscou par des faits déplaisants qui auraient pu anéantir ses espoirs de meilleures relations⁶⁸. Mais Molotov avait d'autres sources de renseignements et était au courant des activités britanniques hostiles aux intérêts soviétiques.

Churchill discuta de ce problème avec Maiski en novembre. Il lui dit que seuls des fonctionnaires subalternes avaient commis des indiscretions et pris des initiatives. « À quoi pouviez-vous vous attendre, demanda-t-il, après le pacte germano-soviétique et les soupçons qu'il a engendrés⁶⁹? » Peu de temps après, il évoqua la question au Cabinet de guerre, répétant qu'il était dans l'intérêt des Britanniques que l'URSS maintienne une position de force dans la Baltique, afin de barrer la route aux Allemands. À ses yeux, c'était une erreur de pousser les Finlandais à se durcir face à l'URSS. Halifax répondit qu'on ne pouvait pas encourager la Finlande à céder devant des demandes contraires à ses intérêts. Collier s'en mêla. Il ne partageait pas l'analyse de la situation par Churchill ; il persuada donc Halifax d'adopter une ligne plus dure⁷⁰.

La Finlande n'était pas la seule source de soupçons des Soviétiques à l'endroit de la Grande-Bretagne. Il y avait aussi la Turquie et le Caucase.

Avant même le déclenchement de la guerre entre la Finlande et l'URSS, le 30 novembre, le gouvernement britannique avait commencé à envisager des actions subversives dans le Caucase, avec la complicité des autorités militaires et des services de renseignements turcs⁷¹. À la fin octobre, on avait suggéré le bombardement des champs pétrolifères de Bakou, mais le Foreign Office pensait que ce n'était pas une idée « réalisable ». Les documents afférents à ces projets étaient tous dans des chemises vertes ultra-sécètes, et pour cause (en fait, certains documents sont encore absents des dossiers, et ce, jusqu'en 2016). L'idée d'une attaque contre Bakou continua néanmoins d'être étudiée par la sous-commission mixte des Renseignements des chefs d'état-major⁷². De son côté, le gouvernement soviétique recueillit aussi des informations sur les activités britanniques en Turquie et en Roumanie perçues comme une menace contre l'URSS⁷³.

Le 29 novembre, Butler rencontra Maiski afin de confirmer les déclarations antérieures de Churchill selon lesquelles le gouvernement britannique ne poursuivait pas une politique « machiavélique » à l'égard de l'URSS. Mais Moscou ne leur accorda aucune créance⁷⁴. Rétrospectivement, Maiski déclara que la politique britannique consistait à tendre la main droite de l'amitié et, de la gauche, à « semer les graines de l'intrigue antisoviétique dans le monde entier⁷⁵ ». Cette vision des choses n'était que partiellement vraie, mais, aux yeux de Moscou, elle était tout à fait convaincante. Cela, de toute façon, importait peu, car, le même jour, le Narkomindel convoqua le ministre finlandais à Moscou pour l'informer que le gouvernement soviétique rompait ses relations diplomatiques avec son pays. Alors que la drôle de guerre continuait à l'Ouest, une vraie guerre éclata entre la Finlande et l'URSS le lendemain. Ce fut une surprise pour Maiski⁷⁶.

VI

La guerre russo-finlandaise tirait Maiski d'un mauvais pas pour le replonger dans un autre. Le gouvernement britannique manifesta immédiatement son peu d'intérêt pour la poursuite des négociations avec l'URSS. Ainsi donc la guerre menaçait les relations anglo-soviétiques. À Moscou, Seeds était de l'avis que celles-ci soient rompues et qu'un blocus soit établi autour de l'URSS. Cette approche n'était rien en comparaison de la recommandation imprudente que Snow avait formulée début

novembre, avant même le début des hostilités, d'encourager le Japon à attaquer l'URSS! Le Foreign Office trouva la proposition de Snow ridicule et essaya d'avoir une approche plus réservée⁷⁷. L'opinion publique, en effet, risquait de forcer le gouvernement britannique à s'écarter d'une pareille prise de position. La situation était la même en France : la presse parisienne, en effet, avait commencé une violente campagne contre l'invasion soviétique, tandis que le gouvernement français donnait l'impression très nette de préférer abattre les bolcheviks plutôt que de combattre « le colosse allemand »⁷⁸.

Le Foreign Office ne considérait pas tout à fait les Soviétiques comme des ennemis, mais presque. La presse britannique condamna quasi unanimement l'attaque soviétique contre la Finlande, seul le quotidien communiste *Daily Worker* exprima son désaccord. Maiski fut renversé par la virulence de la réaction publique. Il nota dans son journal : « [...] la question ici est : "Qui est l'ennemi n° 1, l'Allemagne ou l'URSS?" » Toutes sortes de rumeurs circulaient à Londres à propos de nouvelles offres de paix à Hitler. Mais en dépit du déchaînement antisoviétique, on ne parlait pas de rupture diplomatique, contrairement à ce qui se passait en France. Maiski pensait que les Britanniques étaient plus malins que les Français ; en fait, il ne croyait pas qu'on en arriverait à une rupture. « Au-delà d'un proche avenir, ajouta-t-il, je ne me prononcerai pas. » Il remarqua que les relations étaient correctes en apparence ; cependant, autour de l'ambassade et de la délégation commerciale, il y avait un « vide froid ». À quelques exceptions près, tous ses « amis » s'étaient mis à l'abri. « Mais ce n'est pas la première fois. Ils reviendront. » « Je suis un vieux briscard et j'ai l'habitude des tempêtes », écrivit-il. Une chose était sûre : « Plus tôt l'affaire de Finlande serait terminée, plus vite le calme reviendrait. » Les Britanniques adoraient les faits accomplis⁷⁹.

Maiski n'avait pas tout à fait tort : Cadogan compara le Foreign Office à « un détachement de policiers incapables de contrôler toute une foule. Ils doivent frapper les têtes les plus proches [...] ». Il sous-entendait par là l'Allemagne. Pour le moment, le Foreign Office avait identifié « l'ennemi n° 1⁸⁰ ». D'autre part, il fallait satisfaire « les sentiments antibolcheviques » du public ; c'est ce que fit le Foreign Office en suscitant et inspirant certains articles de la presse. Toutefois, il était « clair que la propagande antibolchevique [ne devait pas] devenir incontrôlable ou dégénérer en des appels à la guerre contre l'URSS⁸¹ ».

En France, l'atmosphère était plus tendue. « Les Français sont complètement incontrôlables », rapporta Souritz : la Finlande était devenue membre de la coalition alliée et l'on discutait ouvertement de « l'aide à la Finlande ». Des rumeurs d'opérations navales britanniques imminentes contre l'URSS circulaient. Presque toute la presse française criait que l'URSS était une proie facile et déchirée par des querelles internes. « Notre ambassade est devenue une zone infectée entourée d'une nuée de policiers en civil⁸². » En réalité, Souritz sous-estimait la situation. Au plus haut niveau du gouvernement français, on entendait dire : « Il faut casser les reins à l'URSS. » Des généraux et des politiciens dirent : « On peut tout balayer [et] marcher vers Léninegrad. » D'après Léger, le gouvernement français n'avait pas l'intention de rompre ses relations diplomatiques ou de déclarer la guerre, mais de « détruire, si possible, l'URSS — au canon si nécessaire ». De tels propos étaient courants dans les bistrotts huppés de Paris. Personne ne fut arrêté pour avoir fanfaronné contre l'URSS. La Finlande était une cause sacrée. ...Avec un bon cigare et un Pernod, il était glorieux d'imaginer tout haut l'anéantissement des Rouges affaiblis. Tout le monde à Paris n'était pas aussi enthousiaste, mais de telles attitudes rappelaient octobre 1918, lorsque l'état-major français projetait avec confiance d'envahir le sud de la Russie pour chasser les bolcheviks⁸³. La Finlande était une fièvre : les Français l'avaient attrapée ; elle gagnait Londres également.

Le 14 décembre, l'URSS fut expulsée de la SDN. Molotov, bolchevik endurci, le prit de travers⁸⁴. Maiski rapporta que les Français intriguaient pour une rupture des relations et que l'idée recevait un accueil bien plus favorable dans les cercles du pouvoir britannique. Les événements semblaient démontrer aux Britanniques que l'URSS avait une relation plus étroite avec l'Allemagne que celle que l'on avait imaginée. D'après cette interprétation, c'était peut-être un moindre mal de voir l'URSS s'engager ouvertement dans la guerre aux côtés de l'Allemagne, car elle serait alors incapable de rester en dehors du conflit pour ramasser les morceaux après l'épuisement des puissances capitalistes. D'après le même scénario, les États-Unis allaient intervenir presque certainement dans la guerre aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne. D'ailleurs, l'opinion publique américaine s'était portée massivement en faveur des Finlandais, ce qui était particulièrement encourageant pour les Britanniques. Une rupture des relations entre Moscou et Londres était la première étape de

l'entrée en guerre des Soviétiques, « dans le pire des cas, aux côtés de l'Allemagne, dans le meilleur (on ne sait jamais), tout seuls contre le monde bourgeois, y compris l'Allemagne, car l'espoir d'un arrangement quelconque avec elle n'a toujours pas été abandonné ici ». Maiski indiqua qu'il s'agissait d'une position minoritaire, la majorité favorisant encore une URSS « neutre ». « Combien de temps la majorité maintiendra-t-elle sa [...] position, cela dépend de nombreuses circonstances qu'il est difficile de prévoir maintenant⁸⁵. »

À la fin décembre 1939, l'URSS se trouva presque complètement isolée. Ses relations avec la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis étaient très tendues. Quelques mois auparavant, elle avait été impliquée dans de sérieux accrochages avec le Japon à la frontière mandchoue. L'Armée rouge avait défait les Japonais, mais la situation demeurait incertaine. Les relations avec l'Italie, la Turquie et même son alliée la Chine étaient tendues. Elle avait été expulsée de la SDN. Et que dire de ses relations avec l'Allemagne ? Deux scorpions dans la nuit avaient accepté avec prudence de partager une proie, gardant un œil sur l'adversaire, les dards prêts à frapper.

Maiski était inquiet. Molotov lui répondit de façon glaciale, sur un ton provocant. D'abord, dit-il, l'action soviétique contre la Finlande « s'explique par le fait que nous ne pouvons plus tolérer l'existence d'un gouvernement finlandais hostile aux portes de Leningrad, menaçant la sécurité de l'URSS ».

Nous avons décidé de mettre un terme à cette situation, et nous la liquiderons par tous les moyens en dépit de tout. Deuxièmement, les rumeurs d'un accord politique ou même militaire de l'URSS avec l'Allemagne contre les Anglo-Français ne correspondent pas à la réalité. Nous n'avons pas un tel accord avec l'Allemagne ; on en parle certainement par panique ou provocation. Troisièmement, s'ils comptent sur l'affaiblissement de l'URSS en soutenant la résistance finlandaise, rien n'en sortira. Nous liquiderons le gang Mannerheim-Tanner, qui ne nous arrêtera pas malgré ses complices et ses admirateurs. S'ils essaient d'entraîner l'URSS dans une plus grande guerre, alors ils doivent savoir que nous y sommes tout à fait préparés. Poussée à la guerre, l'URSS la mènera jusqu'à la fin avec toute sa puissance⁸⁶.

Le câble de Molotov dut croiser celui de Maiski. Dans celui-ci, l'ambassadeur soviétique relatait une conversation qu'il venait d'avoir avec Lloyd George la veille de Noël. L'ancien premier ministre lui avait confié qu'à son avis « les relations anglo-soviétiques [étaient entrées] dans une période dangereuse ». Le gouvernement britannique, en effet, venait d'adopter une attitude qui logiquement risquait de conduire à la rupture des relations diplomatiques. Le message de Lloyd George était simple : ne faites pas le jeu de ceux qui veulent une rupture. Tout le monde n'était pas en faveur de cette position ; des gens comme Churchill y étaient opposés. Lloyd George dit que sur la question finlandaise, l'URSS avait raison de demander des dispositions assurant sa sécurité. Mais la question avait dépassé ces limites étroites : elle opposait deux systèmes : capitalisme contre socialisme. La Finlande devenait un aimant pour toutes les « puissances réactionnaires ». « Si j'étais à votre place », dit Lloyd George à Maiski, j'arrêteraï la guerre avec la Finlande aussi vite que possible, car chaque semaine amènera de nouveaux risques de complications et de nouveaux efforts pour créer un bloc antisoviétique. Et je terminerais cette guerre sans utiliser les « méthodes allemandes » appliquées en Pologne, car cela ne fera qu'apporter de l'eau au moulin des « provocateurs » anti-soviétiques. Maiski protesta contre ce dernier argument, mais Lloyd George se contenta de rire : « Excusez un vieil homme qui comprend une chose ou deux des affaires politiques et militaires internationales. Je ne veux pas vous offenser mais, de par mon expérience personnelle, je sais que la guerre, c'est la guerre. Et particulièrement dans cette guerre qui, à mon sens, est la dernière grande lutte du capitalisme pour son droit à l'existence⁸⁷. » Le même jour, Harvey, le secrétaire particulier de Halifax, évoqua dans son journal les dangers d'une « croisade » antibolchevique aux côtés de l'Allemagne sans Hitler. « Beaucoup ici seraient assez fous pour tomber dans un piège si gros, le premier ministre et Horace Wilson en tout premier lieu [...] »⁸⁸.

« Finissez la guerre avec la Finlande » était un bon conseil. La position de l'URSS avait changé radicalement. Depuis la proposition d'une sécurité collective et la défense de petits pays menacés d'agression, Moscou avait conclu un pacte avec Hitler et agressait elle-même un petit État. La guerre en Finlande, qui était censée procurer une sécurité accrue à

l'URSS, avait eu l'effet inverse. Le haut commandement soviétique avait sous-estimé ses adversaires : les Finlandais se battaient efficacement et bloquaient l'offensive des Soviétiques, infligeant à ceux-ci de lourdes pertes. Le gouvernement soviétique était isolé diplomatiquement et risquait la guerre avec la France et la Grande-Bretagne. L'anticommunisme était de nouveau à la hausse. « Des bêtes sauvages étaient en liberté, comme le disait Maïski, et chaque pays devait prendre [...] des précautions pour sa propre sécurité. » À force de précautions, le gouvernement soviétique se retrouva dangereusement assis entre deux chaises, son prestige et les perceptions de sa puissance étant fortement endommagés. À présent, il n'était plus maître de la situation et s'accrochait pour survivre.

Le rôle de Maïski à Londres durant l'automne 1939 était risqué, mais avait pour but d'améliorer les relations avec la Grande-Bretagne. Des historiens ont critiqué la conduite de Maïski avant la guerre ; mais l'ambassadeur soviétique était fondamentalement un *Litvinovets*. Pour lui, l'antnazisme et la sécurité collective étaient plus qu'une vieille chaussette de Staline. C'est pourquoi il essaya de manœuvrer son gouvernement en vue de meilleures relations avec la Grande-Bretagne. Ce n'était pas chose facile avec Staline et Molotov qui adhéraient au pacte de non-agression germano-soviétique.

Si le gouvernement britannique avait appliqué sa politique de l'automne pendant le printemps et l'été antérieurs, il aurait pu obtenir une alliance avec les Soviétiques. En fait, il n'adopta une politique plus judicieuse que lorsque le danger se précisa. Et quand la guerre d'Hiver avec la Finlande éclata, les bêtes anticommunistes furent à nouveau lâchées, faisant imprudemment envisager une action militaire contre l'URSS et entraînant une méprise sur « l'ennemi n° 1 ». C'était pire en France. En septembre-octobre, le gouvernement français ne suivit pas les Britanniques dans l'amélioration de ses relations avec Moscou, évitant toutefois une dégradation de la situation. Mais lorsque la guerre d'Hiver éclata, il fut difficile d'empêcher les anticommunistes de se jeter sur l'URSS.